

# Consommation et investissement des ménages

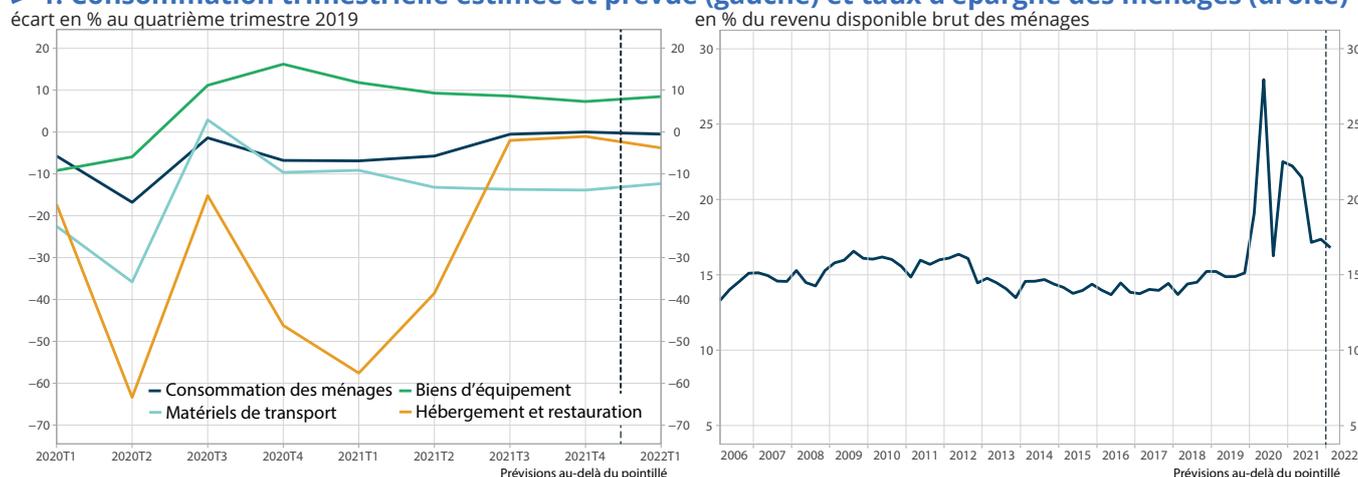
Au quatrième trimestre 2021, la consommation des ménages a progressé de 0,5 %, rejoignant son niveau global d'avant la crise sanitaire (celui du quatrième trimestre 2019). Le rattrapage s'est poursuivi dans les activités de loisirs et les services de transport, même si dans ces derniers la consommation reste nettement en deçà de son niveau pré-crise sanitaire. Dans l'hébergement-restauration, la consommation est restée stable, dans le contexte de la vague Delta puis de l'émergence du variant Omicron en fin d'année. Les achats de biens ont quant à eux fléchi légèrement, se portant moins sur les biens d'équipement ou le carburant, et continuant à se dégrader dans les achats de véhicules.

Au premier trimestre 2022, la consommation des ménages en volumes fléchirait, affectée par la dégradation de la situation sanitaire en janvier. Ce serait le cas notamment des services de transport, de l'hébergement-restauration et des activités de loisirs, mais aussi, du côté des biens, pour les autres produits industriels. Les soldes d'hiver 2022, qui se sont déroulés de début janvier à début février, semblent par ailleurs avoir été moins dynamiques que les soldes d'hiver 2020 (juste avant le début de la crise sanitaire ; ► [éclairage](#)). Les surcroûts de dépenses observés depuis le début de la crise sanitaire se maintiendraient pour les biens d'équipement, tandis que les achats de véhicules resteraient à un niveau dégradé par rapport à avant la crise sanitaire. Au total, la consommation retrouverait un niveau à peu près équivalent à celui de l'été dernier. La guerre en Ukraine pourrait au demeurant affecter la consommation des ménages dans le courant du deuxième trimestre, voire dès le mois de mars, du fait du renchérissement des prix et d'un possible attentisme lié à des perspectives moins favorables en matière de niveau de vie (► [éclairage](#) sur le dépouillement précoce des enquêtes de conjoncture, associé à la fiche Synthèse France).

Malgré le fléchissement prévu de la consommation au premier trimestre, le taux d'épargne des ménages, après avoir fortement augmenté pendant les confinements, continuerait de se réduire, dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat. Il s'établirait à 16,7 % au premier trimestre 2022 (contre 15,0 % en 2019).

De son côté, après avoir stagné fin 2021, l'investissement des ménages augmenterait à nouveau au premier trimestre. Cette dynamique serait portée par la construction de logements individuels (hausse sensible des permis de construire en 2021) et dans une moindre mesure par les travaux de gros entretien (en lien avec le dispositif MaPrimeRénov'). ●

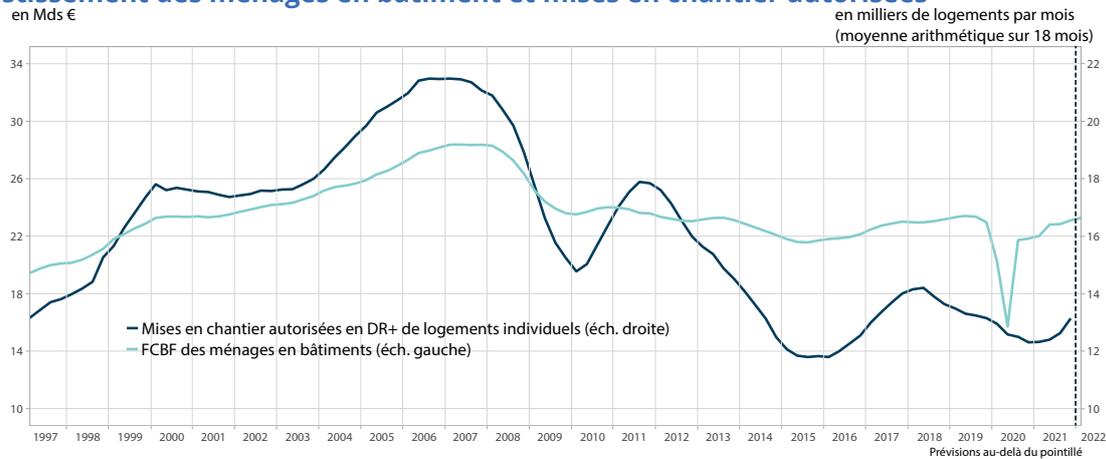
### ► 1. Consommation trimestrielle estimée et prévue (gauche) et taux d'épargne des ménages (droite)



Lecture : au premier trimestre 2022, la consommation des ménages se situerait 0,5 % en deçà de son niveau du quatrième trimestre 2019, et le taux d'épargne des ménages s'élèverait à 16,7 % de leur revenu disponible brut.

Source : Insee

## ► 2. Investissement des ménages en bâtiment et mises en chantier autorisées



Note : DR+ correspond aux dates réelles estimées

Source : Insee, SDES

## ► 3. Consommation trimestrielle des ménages passée et prévue

écart au quatrième trimestre 2019, en %

Produits	Part dans la consommation	2020				2021				2022
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>3 %</b>	<b>3,9</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-2,2</b>	<b>-7,1</b>	<b>-5,2</b>	<b>-4,9</b>
<b>Industrie</b>	<b>44 %</b>	<b>-6,6</b>	<b>-12,9</b>	<b>2,6</b>	<b>-1,8</b>	<b>-0,9</b>	<b>-3,4</b>	<b>-1,2</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,4</b>
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	15 %	3,4	5,3	2,3	3,2	3,5	1,9	-0,9	0,1	0,3
Cokéfaction et raffinage	4 %	-6,2	-28,5	-4,4	-13,0	-6,1	-7,7	2,1	1,6	-0,8
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	3 %	-9,2	-5,9	11,2	16,2	11,8	9,3	8,6	7,3	8,5
Fabrication de matériels de transport	6 %	-22,5	-35,8	2,9	-9,6	-9,1	-13,2	-13,7	-13,9	-12,3
Fabrication d'autres produits industriels	12 %	-11,8	-22,8	3,9	-5,3	-3,6	-9,5	1,0	0,4	-1,8
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5 %	-2,2	-3,7	0,7	1,5	1,5	6,3	2,5	3,3	2,9
<b>Construction</b>	<b>2 %</b>	<b>-10,6</b>	<b>-24,5</b>	<b>0,4</b>	<b>1,1</b>	<b>-2,4</b>	<b>6,5</b>	<b>6,0</b>	<b>5,6</b>	<b>5,6</b>
<b>Services principalement marchands</b>	<b>47 %</b>	<b>-6,1</b>	<b>-21,8</b>	<b>-6,3</b>	<b>-14,0</b>	<b>-15,1</b>	<b>-10,8</b>	<b>-0,6</b>	<b>1,0</b>	<b>0,6</b>
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1 %	-12,3	-24,7	1,6	-4,6	-2,3	-3,4	-2,2	1,7	0,9
Transports et entreposage	4 %	-16,2	-73,4	-31,8	-53,2	-51,5	-45,5	-20,1	-14,0	-13,8
Hébergement et restauration	8 %	-17,3	-63,4	-15,2	-46,2	-57,6	-38,5	-2,0	-1,0	-3,8
Information et communication	3 %	-2,8	-2,3	-0,4	-0,6	0,7	1,5	4,0	7,2	7,8
Activités financières et d'assurance	5 %	-2,5	-6,4	-1,7	-0,3	0,7	1,2	1,8	1,9	2,2
Activités immobilières	19 %	0,2	0,2	0,8	0,8	1,6	2,2	2,6	3,1	3,4
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2 %	-6,4	-18,9	-10,2	-8,7	-8,5	-5,5	0,0	2,3	3,4
Autres activités de services	4 %	-12,1	-42,1	-13,1	-25,4	-25,0	-21,7	-3,6	-0,6	-2,4
<b>Services principalement non marchands</b>	<b>5 %</b>	<b>-7,7</b>	<b>-24,4</b>	<b>1,2</b>	<b>-2,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,4</b>	<b>3,1</b>	<b>2,8</b>
<i>Correction territoriale</i>	<i>-1 %</i>	<i>-46,0</i>	<i>-75,7</i>	<i>-31,9</i>	<i>-63,8</i>	<i>-58,7</i>	<i>-65,4</i>	<i>-30,1</i>	<i>5,4</i>	<i>13,1</i>
<i>Importations de services touristiques</i>		<i>-8,4</i>	<i>-70,8</i>	<i>-52,1</i>	<i>-53,2</i>	<i>-54,9</i>	<i>-48,5</i>	<i>-26,7</i>	<i>-23,3</i>	<i>-23,4</i>
<i>Exportations de services touristiques</i>		<i>-17,7</i>	<i>-72,0</i>	<i>-47,1</i>	<i>-55,8</i>	<i>-55,9</i>	<i>-52,6</i>	<i>-27,5</i>	<i>-16,2</i>	<i>-14,4</i>
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>-5,7</b>	<b>-16,8</b>	<b>-1,4</b>	<b>-6,8</b>	<b>-6,9</b>	<b>-5,7</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,5</b>

\* Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants au quatrième trimestre 2019

■ Préviation

Lecture : au premier trimestre 2022, le niveau de consommation des ménages en services d'hébergement et de restauration serait inférieur de 3,8 % à celui du quatrième trimestre de 2019.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

## ► 4. Consommation et investissement des ménages

en variation trimestrielle et en écart au quatrième trimestre 2019, en %

	2020				2021				2022	2020*	2021*	2022* acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1			
<b>Consommation : variations trimestrielles</b>	-5,7	-11,7	18,5	-5,5	-0,1	1,2	5,5	0,5	-0,5	-7,2	4,7	2,9
<i>écart au T4 2019</i>	-5,7	-16,8	-1,4	-6,8	-6,9	-5,7	-0,5	0,0	-0,5	-	-	-
<b>Investissement : variations trimestrielles</b>	-12,5	-18,1	30,0	6,9	-1,9	5,0	0,7	0,0	0,3	-12,2	15,6	1,8
<i>écart au T4 2019</i>	-12,5	-28,3	-6,8	-0,4	-2,3	2,5	3,3	3,3	3,5	-	-	-

■ Prévision

\* Variations annuelles (ou acquis pour 2022) pour les trois dernières colonnes.

Source : Insee

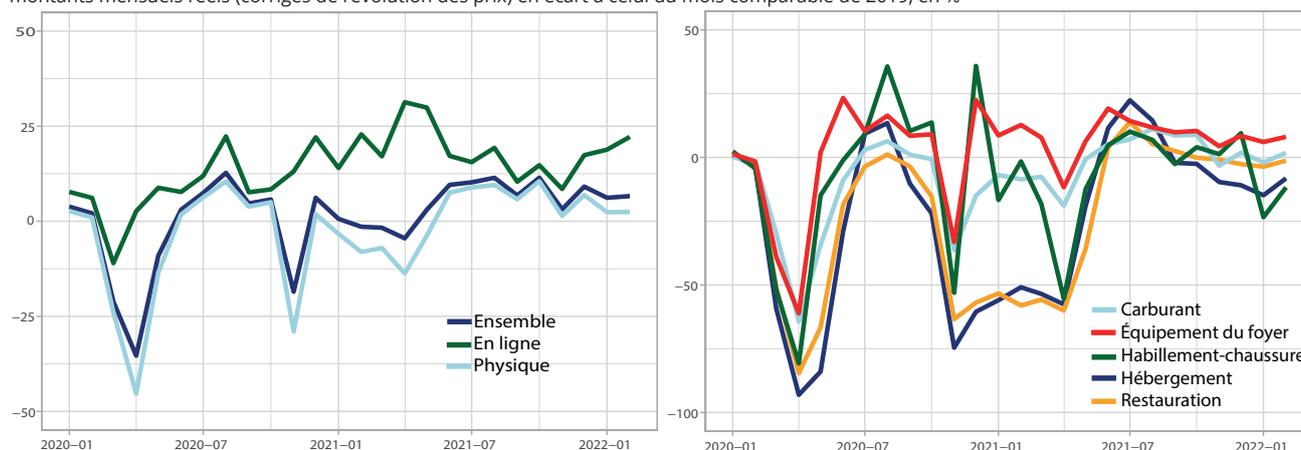
## Les montants de transactions par carte bancaire CB marquent le pas depuis le début 2022

Les montants agrégés de transactions par carte bancaire CB, disponibles jusqu'au 6 mars 2022, permettent d'analyser de façon avancée les comportements de consommation des ménages. Le total des montants mensuels, pris en glissement par rapport à 2019 et corrigé de l'évolution des prix, montre en janvier et en février un profil se stabilisant (► [figure 5](#), gauche). Par ailleurs, ce total apparaît nettement au-dessus de son niveau de janvier 2019 mais cela résulte en partie du fait que le recours à la carte bancaire CB a augmenté depuis deux ans. Sur le début du mois de mars, l'exploitation des transactions CB n'indique pas de signal clair à ce stade, d'autant que dans le contexte d'inflation élevée et en l'absence de données de prix observés, la correction des montants CB par les prix s'avère difficile à opérer.

Dans la restauration et l'hébergement, les montants réels de transactions CB se sont dégradés fin 2021, et plus encore début 2022 dans l'hébergement, sans doute en lien avec la situation sanitaire (► [figure 5](#), droite). Dans l'habillement-chaussure, les montants de transactions CB baissent en janvier et se stabilisent en février mais l'interprétation de ce mouvement est perturbée par les dates des soldes d'hiver, qui diffèrent légèrement d'une année à l'autre. Pour les carburants et l'équipement du foyer enfin, les montants réels de transactions CB semblent s'être maintenus. ●

## ► 5. Montants mensuels réels de transactions par carte bancaire CB par type de transaction (gauche) et pour divers lieux de vente (droite)

montants mensuels réels (corrigés de l'évolution des prix) en écart à celui du mois comparable de 2019, en %



Lecture : lors du mois de février 2022 (1-21 février), le total des montants de transactions par carte bancaire CB était supérieur de 8 % au total du mois de février 2019.

Note : les montants sont corrigés de l'inflation au moyen des indices de prix à la consommation mensuels agrégés et propres à chaque poste. Chaque montant étant pris en écart à celui du mois comparable de 2019, les écarts affichés pour décembre 2021 et janvier 2022 intègrent donc une rupture dans le mois pris en référence (décembre 2019 puis janvier 2019). Par ailleurs, la dynamique des montants réels de transactions CB peut traduire, à partir du mois de mars 2020, un plus fort recours aux paiements par carte bancaire CB, cette tendance étant corrigée dans la prévision des pertes ou surcroîts de consommation par rapport au niveau d'avant la crise sanitaire.

Dernier point : semaine du 20 au 27 février 2022.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee